



Les soutiens d'élus valdoisiens à Jean-Paul Huchon se multiplient

(7/12/2010 11:14)

Après la recommandation par le rapporteur public du Conseil d'Etat de l'annulation de l'élection du président de la région Ile-de-France ainsi que son inéligibilité, les soutiens se multiplient. Ce mardi soir, Jean-Paul Huchon sera « l'invité spécial » du bureau national du PS. Plusieurs élus locaux du Val d'Oise se sont également fendus d'un communiqué de presse pour apporter leur soutien au socialiste et dénoncent la cabale de la droite. Parmi eux notamment le maire d'Argenteuil, le conseiller régional, Ali Soumaré, et la présidente du PRG 95, Elisabeth Boyer.



Vendredi dernier, le rapporteur public a recommandé au Conseil d'Etat, l'annulation de l'élection de Jean-Paul Huchon au Conseil régional d'Ile de France ainsi que son inéligibilité pour un an. Ces recommandations sont qualifiées d' « hallucinantes » par le socialiste Ali Soumaré, qui rappelle le score « sans ambiguïté » du PS à ces élections (près de 57% des voix). Elles « font suite à une plainte, clairement pilotée par les plus hautes instances

de l'UMP mais officiellement portée par un simple militant », ajoute-t-il. L'objet de la plainte est une campagne d'affichage en septembre 2009 sur la politique de transports menée par la région. « C'est honteux, scandaleux et mesquin ! » s'insurge Ali Soumaré. *Le Conseil d'Etat ne doit pas se faire le complice de cette manœuvre grotesque et politicienne.* »

« Un déni de démocratie »

Même son de cloche du côté de la mairie d'Argenteuil. « Encore une fois, nous sommes dans un déni de démocratie... » constate Philippe Doucet. Dans un communiqué, ce dernier dénonce les « attaques incessantes » de Valérie Pécresse et du groupe Majorité Présidentielle au Conseil régional. « L'indécence des propos de Mme Valérie Pécresse illustre parfaitement la situation : elle est "impatiente" du délibéré du Conseil d'Etat, détaille-t-il. Faute d'avoir gagné les élections en suscitant l'adhésion des citoyens, elle et le gouvernement, tentent les attentes par la pression sur la démocratie. »

« Un putsch administratif »

« Les institutions françaises ne doivent pas cautionner ce déni du résultat – qu'ailleurs on dénonce avec force – et pire être instrumentaliser pour ce qui ne serait ni plus ni moins qu'un putsch administratif » renchérit Ali Soumaré. Pour Elisabeth Boyer du PRG, « les recommandations du rapporteur public du Conseil d'Etat, c'est l'hôpital qui se fout de la charité. » Cette ex-conseillère régionale évoque notamment « l'intrusion du Chef de l'Etat en faveur du Grand Paris, à deux semaines du premier tour du scrutin régional de 2010, dans une interview donnée à la revue "L'Architecture d'Aujourd'hui". » « N'est-il pas un fait hautement plus répréhensible et hors la loi ? » s'interroge-t-elle.

Fort de ses soutiens, Jean-Paul Huchon a réagit dans une interview accordée au Parisien. Il y dénonce un « assassinat politique » et accuse l'UMP de n'avoir « jamais accepté les résultats électoraux ».

http://www.vonews.fr/article_11735

©vonews - Dec 2010